dans le domaine du plein emploi de l'excédent de main-d'œuvre afin de réaliser tout le potentiel de l'économie. Le budget renie aussi le Livre blanc canadien de 1945 sur l'emploi et le revenu, dans lequel le gouvernement fédéral assumait la pleine responsabilité du plein emploi de l'effectif de main-d'œuvre, et le gouvernement actuel s'engage délibérément dans une politique de chômage forcé. Le budget va à l'encontre des propositions fiscales de la Commission Carter, selon lesquelles le but de l'imposition est avant tout de répartir les charges de l'État équitablement entre tous les particuliers et toutes les familles.

Les Canadiens s'indignent quand ils entendent dire que le gouvernement a créé le chômage, mais le gouvernement l'a fait. Je pense que les Canadiens devraient se rendre compte de ces agissements. Le budget désavoue les buts du Conseil économique du Canada: le plein emploi, un taux élevé de croissance économique et une répartition équitable de revenus croissants. Pour ces raisons, le Parlement devrait rejeter le budget. Par conséquent, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre, je propose:

Que l'amendement soit modifié par le remplacement du point par une virgule, à la fin de celui-ci, et par l'adjonction, immédiatement après, des mots suivants:

«et elle rejette en particulier la hausse de 2 p. 100 de l'impôt sur le revenu, avec sa limite de \$120 par an, laquelle constitue un fardeau excessif pour les gens à faibles revenus et les gens à revenus moyens et accentue l'injustice de notre système fiscal.»

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir, ce soir, de dire quelques mots pour critiquer, à mon tour, le budget qui nous a été présenté.

J'aurais aimé, monsieur l'Orateur, entendre ce soir notre spécialiste en questions financières, l'honorable député de Compton (M. Latulippe), qui aura certainement l'occasion d'analyser ce budget et d'en faire ressortir les faiblesses, non pas seulement pour la gouverne des députés mais surtout pour mettre la population canadienne au courant du travail qui se fait en cette enceinte et, surtout, des répétitions qui se font chaque session. Je m'en tiendrai donc ce soir à des généralités, laissant à d'autres de mes collègues le soin d'analyser ce budget plus en détail.

En écoutant l'honorable ministre des Finances (M. Benson) nous présenter son premier budget—lequel n'est certes pas le premier de l'année 1968—je me suis rendu compte que la formule était toujours la même: beaucoup d'insistance, mais de bien piètres résultats. Au tout début de son exposé, et comme en

fait foi la page 1677 du hansard, l'honorable ministre disait, et je cite:

...Le gouvernement et sa forte majorité parlementaire ont accédé au pouvoir en apportant de nombreuses idées nouvelles et le désir d'examiner nos problèmes dans une nouvelle perspective.

Ce désir qu'il exprime, monsieur l'Orateur, tous les ministres des Finances l'ont exprimé avant lui. Au fait, ce n'est pas la bonne volonté qui manque dans les ministères ou de la part du ministre et des députés ministériels. Ce qui manque, le ministre le dit plus loin, et je cite:

Toutefois...

...après avoir exprimé ce grand désir, il y a un «mais».

...Toutefois, nous avons de nombreux engagements d'importance. Ces engagements restreignent notre liberté d'innover et nous obligent à prendre du temps pour développer nos nouvelles idées.

Je crois que ces lignes, monsieur l'Orateur, en disent beaucoup pour la population du Canada, parce que l'honorable ministre avoue qu'il n'est pas libre d'innover comme il le voudrait et qu'il est obligé de prendre son temps. Quel temps prendra-t-il? Un an, deux ans, tout le temps que le présent gouvernement sera au pouvoir? C'est justement là, monsieur l'Orateur, le point d'interrogation que se pose toute la population.

Je crois que les députés qui désirent obtenir de plus amples détails sur ce budget feraient mieux de s'adresser directement aux hauts fonctionnaires, dont le ministre n'est souvent que le docile instrument, le porte-parole. Ce soir, je n'en vois pas dans les tribunes, mais ils sont habituellement là à surveiller. C'est ce qui fait dire au peuple que le Canada a un gouvernement irresponsable. Un gouvernement démocratique non élu «majoritairement» par le peuple ne peut être responsable au peuple, et c'est précisément l'état actuel de notre gouvernement de bureaucrates. Qu'on y ajoute les porte-parole que sont les ministres élus par la caisse électorale des magnats de la finance, qui sont encore moins aptes à représenter la voix populaire, et l'on a une idée de notre dictature bureaucrate, qu'on ose encore appeler une démocratie monarchiste.

Il est devenu coutumier de changer de ministre des Finances à chaque budget, mais on se garde bien de toucher au mécanisme gouvernemental. Dans chaque budget, on renouvelle les acteurs, on les revêt de nouveaux atours, mais le metteur en scène demeure invariablement le même. On prétend nous présenter une pièce toute neuve, mais nous nous rendons vite compte que l'original

[M. Saltsman.]